

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.291/2
DU 21 MAI 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 24 avril 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi « portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisés par le Service public fédéral Finances dans le cadre de ses missions », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 4

1. L'article 4, alinéa 4, de l'avant-projet précise que l'instance interne au Service public fédéral Finances (ci-après le SPF Finances)

« décrit dans un règlement interne d'une part, le processus d'accès aux données à caractère personnel détenues par une autre administration et, ou service et d'autre part, la procédure selon laquelle cet échange est admis. Ce règlement est soumis pour avis au Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale ».

2. Il résulte de cette disposition que c'est par circulaire administrative, qualifiée de « règlement interne », que sera pris le dispositif réglant l'accès et la procédure d'échange, au sein du SPF Finances, des données à caractère personnel. Dès lors que les règles ainsi adoptées sont susceptibles de concerner les droits et libertés fondamentaux de tout contribuable et de générer à son égard des effets juridiques, il n'apparaît pas admissible de recourir à l'instrument de la circulaire administrative. Le règlement de la matière doit faire l'objet d'une habilitation au Roi, compétence qu'Il pourra déléguer ensuite, s'il y a lieu, au ministre.

Ce faisant, le dispositif s'inscrira plus adéquatement dans la ligne de la recommandation n° 02/2012 du 8 février 2012 de la Commission de la protection de la vie privée qui considérait qu'« un tel échange interdépartemental exige un cadre réglementaire cohérent et transparent qui doit être fixé dans (un) arrêté organique ».

3. Par souci de sécurité juridique et puisque l'objet de l'alinéa 4 précité est de viser l'échange de données à caractère personnel entre les différentes administrations ou services du SPF Finances, les mots « une autre administration et, ou service » doivent être remplacés par ceux de « une administration et/ou service du Service public fédéral Finances ».

Article 5

1. L'article 5, § 2, alinéa 2, de l'avant-projet prévoit que le Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale veille à ce que le décodage des données à caractère personnel n'intervienne que dans les cas qui présentent des risques d'irrégularité.

Aux termes du commentaire de l'article, le SPF Finances peut souhaiter procéder à des agrégations de données personnelles

« de manière soit à assurer plus efficacement la juste perception des impôts, taxes, redevances et autres droits, soit à évaluer une politique fiscale donnée, informer une catégorie de contribuables d'un avantage fiscal légitime ou à préparer une modification de l'assiette de ces impôts, taxes, redevances ou autres droits des assujettis ».

Le commentaire de l'article précise ensuite le mécanisme de double protection qui assortit l'opération d'agrégation en associant une clé technique à chaque donnée personnelle et en cachant celle-ci, avant d'être mise à disposition des agents autorisés, par le recours à un outil appelé le Label Based Acces Control (LBAC).

Il indique également que le décodage de la donnée à caractère personnel requiert l'utilisation de la clé technique et de la table de conversion et doit être autorisé par le service Privacy du SPF Finances. Il est en revanche muet quant aux hypothèses dans lesquelles ce décodage pourrait être effectué.

2. Dès lors que l'opération de décodage des données personnelles est susceptible d'engendrer des effets de nature intrusive dans la vie privée des contribuables, il importe que le dispositif soit clair et prévisible pour les intéressés. Les mots « risque d'irrégularité » sont à cet égard trop vagues. Il conviendrait de mieux préciser l'objet du risque qui semble être, dans l'esprit de l'auteur, celui de l'existence d'une infraction à la législation fiscale.

La même observation vaut pour l'article 8, § 1^{er}, alinéa 5, de l'avant-projet, qui utilise la notion de « soupçon d'irrégularité ».

Article 11

1. Le paragraphe 1^{er} tend à compléter d'un 6° l'énumération figurant à l'article 3, § 5, de la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel'. L'article 11, § 2, de l'avant-projet énonce une règle analogue, même s'il le fait de façon autonome et en des termes différents.

Ce faisant, l'article 11 conduit à priver tout contribuable de son droit à l'information (article 9 de la loi du 8 décembre 1992 précitée) et de ses droits d'accès (article 10, § 1^{er}, de la même loi) et d'opposition/rectification (article 12 de la même loi) dans deux cas, à savoir lorsque :

- les données à caractère personnel font l'objet d'un traitement mis en place par les administrations ou services du SPF Finances en charge du contrôle, du recouvrement et de la gestion du contentieux des impôts, taxes, droits et accises, afin d'assurer la juste perception de ces impôts, taxes, droits et accises (article 11, § 1^{er}, de l'avant-projet) ;
- l'exercice de ces droits - dès lors que le contribuable fait l'objet de mesures d'investigation fiscale ou préalables à l'établissement d'une amende prises en vertu d'obligations légales ou réglementaires - nuirait aux besoins de l'enquête, la durée de l'enquête étant couverte par l'exception (article 11, § 2, de l'avant-projet).

2. La directive 95/46 du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données', que la loi du 8 décembre 1992 précitée transpose en droit belge, énonce en son article 13 les seules exceptions et limitations qu'elle autorise aux droits d'information, d'accès et de rectification.

Quant au droit d'opposition, l'article 14, alinéa 1^{er}, a), de la directive 95/46 du 24 octobre 1995 impose aux États membres de le reconnaître, sauf en cas de disposition contraire du droit national, au moins dans deux situations, à savoir celles visées par l'article 7, e) (traitement nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique) et f) (traitement nécessaire à l'intérêt légitime poursuivi par le responsable du traitement ou par le ou les tiers auxquels les données sont communiquées) de la même directive.

L'avant-projet de loi doit également respecter ce cadre normatif d'hierarchie supérieure.

3.1. L'avant-projet n'appelle pas d'observation en ce qui concerne la limitation du droit d'opposition, une telle limitation étant couverte par les termes « sauf en cas de disposition contraire du droit national » qu'utilise l'article 14, alinéa 1^{er}, a), de la directive 95/46 du 24 octobre 1995.

Il en va autrement en ce qui concerne les exceptions au droit d'information, d'accès et de rectification. En effet, l'article 13, paragraphe 1^{er}, e) et f), de la directive permet aux États membres de prendre des mesures législatives visant à limiter les droits d'information, d'accès et de rectification, lorsqu'une telle limitation constitue une mesure nécessaire pour sauvegarder un intérêt économique ou financier important y compris dans le

domaine fiscal (article 13, paragraphe 1^{er}, e), de la directive 95/46 du 24 octobre 1995 précitée). Cette exception s'applique également à l'exercice de la mission de contrôle ou d'inspection dès lors qu'elle s'inscrit dans le cadre de la sauvegarde de ce même intérêt économique ou financier important.

Il résulte de l'article 13, paragraphe 1^{er}, e) et f), de la directive que la limitation apportée aux droits d'information, d'accès et de rectification doit non seulement être légitime mais également proportionnée en ce qu'elle doit poursuivre un intérêt économique ou financier important à sauvegarder.

3.2. Or, la limite que prévoit l'article 11 de l'avant-projet concerne, en son paragraphe 1^{er}, *a priori* tous les traitements de données à caractère personnel que va mettre en place le SPF Finances puisque, par définition, ce service public fédéral a pour mission, en vue d'assurer la juste perception des impôts, taxes, droits et accises, d'exercer un contrôle, d'assurer le recouvrement et de gérer le contentieux de l'impôt. Cette formulation est par conséquent trop large et ne répond pas aux exigences de légitimité et de proportionnalité requises par la directive pour autoriser l'exception de l'article 11, § 1^{er}, de l'avant-projet.

Il en va de même de l'article 11, § 2, de l'avant-projet, qui n'envisage qu'une hypothèse particulière de la mission du SPF Finances, à savoir celle de prendre des mesures d'investigation fiscale ou préalables à l'établissement d'une amende. En effet, cette disposition neutralise, sans autre précision que celles des besoins de l'enquête, les droits d'information, d'accès et de rectification du citoyen du début à la fin de cette dernière sans aucune limitation claire dans le temps.

3.3. Il ne suffit pas que l'exposé des motifs fournisse des exemples des situations concernées par l'article 11 de l'avant-projet. Il ne suffit pas non plus, comme le prévoit l'article 11, § 2, alinéa 2, que le Service de Sécurité de l'Information et Protection de la vie privée, créé en exécution de l'article 8 de l'avant-projet, « gère la mise en œuvre » de l'exception énoncée dans ce paragraphe 2. C'est dans le dispositif qu'il y a lieu de déterminer avec plus de précisions les cas dans lesquels les droits garantis par les articles 9, 10, § 1^{er}, et 12 de la loi du 8 décembre 1992 précitée ne sont pas d'application.

En toute hypothèse, s'agissant du droit de rectification, le Conseil d'État n'aperçoit pas le motif pour lequel un contribuable privé temporairement de ses droits d'information et d'accès mais ayant connaissance d'une erreur dans les données recueillies, ne pourrait en demander la rectification.

4. À titre subsidiaire, dès lors que les deux paragraphes de l'article 11 de l'avant-projet ont le même objet, il serait préférable que la règle formulée dans ce deuxième paragraphe soit intégrée dans le texte du 6^o en projet au premier paragraphe afin d'éviter toute équivoque, notamment quant à l'applicabilité de l'article 13 de la loi du 8 décembre 1992.

L'alinéa 2 de l'article 11, § 2, de l'avant-projet pourrait, quant à lui, devenir soit un nouvel alinéa 2 de l'article 3, § 5, de la loi du 8 décembre 1992, qui désignerait alors le service créé par l'article 8 de la loi en projet pour la mise en œuvre de l'exception visée à l'alinéa 1^{er}, 6°, soit un ajout à l'article 8, § 1^{er}, du projet, qui renverrait inversement à l'article 3, § 5, de la loi du 8 décembre 1992.

Article 12

La « date d'entrée en fonction des services visés aux articles 8 et 9 » est indéterminée, de sorte qu'il faut éviter de la choisir comme date d'entrée en vigueur de la loi¹. Le Roi pourrait être habilité à arrêter cette date² pour éviter l'incertitude inhérente à la rédaction actuelle de l'article 12.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 152, et plus spécialement 152.3.

² *Ibid.*, formule F 4-5-2-1.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A. WEYEMBERGH,	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.291/2
VAN 21 MEI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 24 april 2012 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een wetsontwerp “houdende bepalingen betreffende de verwerkingen van persoonsgegevens door de Federale Overheidsdienst Financiën in het kader van haar opdrachten”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 4

1. In artikel 4, vierde lid, van het voorontwerp staat dat de instantie binnen de federale overheidsdienst Financiën (hierna de FOD Financiën genoemd)

“in een intern reglement enerzijds het proces van toegangsaanvraag tot persoonsgegevens die door een andere administratie en / of dienst worden bijgehouden [beschrijft] en anderzijds de procedure om die uitwisseling toe te laten. Dit reglement zal voor advies aan het Sectoraal comité voor de Federale Overheid voorgelegd worden”.

2. Uit deze bepaling volgt dat de toegang tot en de procedure voor de uitwisseling van persoonsgegevens binnen de FOD Financiën zullen worden geregeld met een administratieve circulaire, “intern reglement” genoemd. Daar de aldus vastgestelde regels betrekking kunnen hebben op de fundamentele rechten en vrijheden van iedere belastingplichtige en voor hem juridische gevolgen kunnen meebrengen, is het niet toelaatbaar dat gebruik wordt gemaakt van de administratieve circulaire. Voor het regelen van deze aangelegenheid moet een machtiging worden verleend aan de Koning, die deze bevoegdheid vervolgens in voorkomend geval kan overdragen aan de minister.

Zodoende zal het dispositief beter aansluiten bij aanbeveling nr. 02/2012 d.d. 8 februari 2012 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer die heeft beschouwd dat dergelijke interdepartementale gegevensuitwisseling [...] een transparant, coherent reglementair kader [vergt] dat in een organiek besluit [...] dient te worden vastgelegd”.

3. Omwille van de rechtszekerheid moeten, aangezien het voornoemde vierde lid wil doelen op de uitwisseling van persoonsgegevens tussen de verschillende administraties of diensten van de FOD Financiën, de woorden “een andere administratie en, of dienst” worden

vervangen door de woorden “een administratie en/of dienst van de federale overheidsdienst Financiën”.

Artikel 5

1. Luidens artikel 5, § 2, tweede lid, van het voorontwerp ziet het Sectoraal comité voor de federale overheid erop toe dat de decodering van de persoonsgegevens enkel in geval van vermoedens van onregelmatigheid geschiedt.

Luidens de bespreking van het artikel is het mogelijk dat de FOD Financiën persoonsgegevens wenst samen te voegen

“om ofwel op een meer doeltreffende wijze de juiste inning van belastingen, taksen, heffingen en andere rechten te garanderen, ofwel om een bepaald fiscaal beleid te evalueren, een bepaalde categorie belastingplichtigen te informeren [over] een wettig belastingvoordeel of om een wijziging van de grondslag van die belastingen, taksen, heffingen of andere rechten voor te bereiden”.

Vervolgens wordt in de bespreking van het artikel de dubbele bescherming verduidelijkt die ingebouwd wordt bij die samenvoeging: ieder persoonsgegeven wordt technisch versleuteld en door middel van een intern instrument (LBAC: Label-based access control) verborgen vooraleer het ter beschikking wordt gesteld van de gemachtigde ambtenaren.

Tevens wordt in de bespreking gesteld dat voor de decodering van de persoonsgegevens de technische sleutel en de omzettingstabel nodig zijn en een machtiging van de dienst Privacy van de FOD Financiën vereist is. Anderzijds wordt daarin niets gezegd over de gevallen waarin deze decodering kan worden verricht.

2. Daar decodering van persoonsgegevens kan leiden tot inmenging in de persoonlijke levenssfeer van de belastingplichtige, is het belangrijk dat het dispositief de betrokkenen duidelijkheid en rechtszekerheid biedt. De woorden “vermoedens van onregelmatigheid” zijn in dat opzicht te vaag. Er dient te worden verduidelijkt waarop dit vermoeden betrekking heeft; naar het zich laat aanzien doelt de steller op het vermoeden van een overtreding van de fiscale wetgeving.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8, § 1, vijfde lid, van het voorontwerp, waar het begrip “verdenking van onregelmatigheid” wordt gebezigd.

Artikel 11

1. Paragraaf 1 strekt ertoe de opsomming die voorkomt in artikel 3, § 5, van de wet van 8 december 1992 ‘tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens’ aan te vullen met een punt 6°. Artikel 11, § 2, van het voorontwerp geeft een soortgelijke regel, al staat deze op zichzelf en is ze in andere bewoordingen gesteld.

Zodoende heeft artikel 11 als gevolg dat elke belastingplichtige het recht op informatie wordt ontzegd (artikel 9 van de voornoemde wet van 8 december 1992) alsook het recht op toegang (artikel 10, § 1, van dezelfde wet) en het recht op verzet / verbetering (artikel 12 van dezelfde wet), en dit in de volgende twee gevallen:

- wanneer de persoonsgegevens worden verwerkt door de controle-, invorderings- en geschillendiensten van de belastingen, taksen, rechten en accijnzen van de FOD Financiën voor de juiste inning van de belastingen, taksen, rechten en accijnzen (artikel 11, § 1, van het voorontwerp);
- wanneer ten opzichte van de belastingplichtige fiscale onderzoeksdaeden worden gesteld of maatregelen worden genomen voorafgaand aan de vaststelling van een boete, krachtens wettelijke of reglementaire verplichtingen, en de uitoefening van de voornoemde rechten nadelig zou zijn voor het onderzoek; de uitzonderingsmaatregel geldt dan voor de duur van het onderzoek (artikel 11, § 2, van het voorontwerp).

2. In artikel 13 van richtlijn 95/46 van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens’, omgezet in Belgisch recht bij de voornoemde wet van 8 december 1992, worden de enige uitzonderingen en beperkingen opgesomd die de richtlijn mogelijk maakt met betrekking tot het recht op informatie, het recht op toegang en het recht op verbetering.

Luidens artikel 14, eerste alinea, a), van richtlijn 95/46 van 24 oktober 1995 moeten de lidstaten het recht van verzet toekennen, behoudens andersluidende bepalingen in de nationale wetgeving, in ten minste twee gevallen, namelijk de gevallen bedoeld in artikel 7, e) (de verwerking is noodzakelijk voor de vervulling van een taak van algemeen belang of die deel uitmaakt van de uitoefening van het openbaar gezag) en f) (de verwerking is noodzakelijk voor het gerechtvaardigde belang van de persoon die belast is met de verwerking of van de derde(n) aan wie de gegevens worden verstrekt) van dezelfde richtlijn.

Het voorontwerp van wet dient ook deze hiërarchisch hogere regelgeving in acht te nemen.

3.1. Het voorontwerp geeft geen aanleiding tot opmerkingen betreffende de beperking van het recht van verzet, aangezien een dergelijke beperking wordt gedekt door de woorden “behoudens andersluidende bepalingen in de nationale wetgeving” van artikel 14, eerste alinea, a), van richtlijn 95/46 van 24 oktober 1995.

Anders is het gesteld met de uitzonderingen op het recht op informatie, het recht op toegang en het recht op verbetering. Luidens artikel 13, lid 1, e) en f), van de richtlijn kunnen de lidstaten immers wettelijke maatregelen treffen ter beperking van het recht op informatie, het recht op toegang en het recht op verbetering, indien dit noodzakelijk is om een belangrijk economisch of financieel belang te vrijwaren, ook in fiscale aangelegenheden (artikel 13, lid 1, e), van de voornoemde richtlijn 95/46 van 24 oktober 1995). Deze uitzondering geldt tevens voor de uitoefening van de controle- of inspectietaak voor zover deze aansluit bij de vrijwaring van datzelfde belangrijk economisch of financieel belang.

Uit artikel 13, lid 1, e) en f), van de richtlijn volgt dat de beperking die wordt opgelegd aan het recht op informatie, het recht op toegang en het recht op verbetering niet alleen gerechtvaardigd maar ook evenredig moet zijn in deze zin dat ze een relevant economisch of financieel belang moet vrijwaren.

3.2. De beperking waarin paragraaf 1 van artikel 11 van het voorontwerp voorziet, geldt echter *a priori* voor elke verwerking van persoonsgegevens die de FOD Financiën zal verrichten aangezien de taak van deze federale overheidsdienst er per definitie in bestaat controle uit te oefenen, invorderingen te doen en belastinggeschillen te behandelen teneinde te zorgen voor de juiste inning van de belastingen, taksen, rechten en accijnzen. Deze formulering is derhalve te ruim en voldoet niet aan de vereisten van rechtmatigheid en evenredigheid waaraan de uitzondering van artikel 11, § 1, van het voorontwerp volgens de richtlijn moet beantwoorden.

Hetzelfde geldt voor artikel 11, § 2, van het voorontwerp, waarin slechts een bijzonder geval wordt behandeld van de taak van de FOD Financiën, te weten het stellen van fiscale onderzoeksdaaden of het nemen van maatregelen voorafgaand aan de vaststelling van een boete. Door deze bepaling worden immers, zonder verdere uitleg behalve die betreffende de behoeften van het onderzoek, het recht op informatie, het recht op toegang en het recht op verbetering van de burger opgeheven, van de aanvang tot het einde van het onderzoek, zonder enige duidelijke tijdsbeperking.

3.3. Het volstaat niet dat in de memorie van toelichting voorbeelden worden gegeven van omstandigheden waarop artikel 11 van het voorontwerp betrekking heeft. Het volstaat evenmin, zoals bepaald wordt in artikel 11, § 2, tweede lid, dat de Dienst voor informatieveiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer, opgericht ter uitvoering van artikel 8 van het voorontwerp, “de werking [beheert]” van de uitzonderingsbepaling die in die paragraaf 2 wordt vermeld. De gevallen waarin de rechten, gewaarborgd door de

artikelen 9, 10, § 1, en 12 van de voornoemde wet van 8 december 1992 niet gelden dienen nauwkeuriger te worden bepaald in het dispositief.

Wat betreft het recht op verbetering is het de Raad van State hoe dan ook niet duidelijk waarom een belastingplichtige die tijdelijk verstoken is van het recht op informatie en van het recht op toegang, maar die weet heeft van een vergissing in de verzamelde gegevens, de verbetering van deze gegevens niet zou kunnen vragen.

4. Daar de twee paragrafen van artikel 11 van het voorontwerp hetzelfde onderwerp hebben, zou het in bijkomende orde verkieslijk zijn dat de regel, gesteld in de tweede paragraaf, wordt opgenomen in de tekst van het ontworpen punt 6° in de eerste paragraaf, teneinde elke dubbelzinnigheid te voorkomen met name betreffende de toepasbaarheid van artikel 13 van de wet van 8 december 1992.

Het tweede lid van artikel 11, § 2, van het voorontwerp zou zijnerzijds dan ofwel een nieuw tweede lid kunnen worden van artikel 3, § 5, van de wet van 8 december 1992, waarbij dan de dienst zou worden aangewezen die wordt opgericht bij artikel 8 van de ontworpen wet om de in het eerste lid, 6°, bedoelde uitzonderingsmaatregel toe te passen, ofwel een aanvulling van artikel 8, § 1, van het ontwerp, waarin dan, van het ontwerp, omgekeerd, zou worden verwezen naar artikel 3, § 5, van de wet van 8 december 1992.

Artikel 12

De “datum dat de diensten bedoeld in de artikelen 8 en 9 beginnen werken” is onbepaald. Het verdient dus geen aanbeveling deze datum te kiezen als datum voor de inwerkingtreding van de wet¹. De Koning zou gemachtigd kunnen worden om deze datum vast te stellen² teneinde de onzekerheid te voorkomen die de huidige formulering van artikel 12 doet rijzen.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling 152 en meer bepaald 152.3.

² *Ibid.*, formule F 4-5-2-1.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	A. WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
de Heer	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer J. -L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS